

*Administration du pétrole—Loi*

**M. Waddell:** Nous ne sommes pas les seuls à le dire.

**M. Siddon:** La voix paisible dans le coin là-bas prétend qu'il n'est pas le seul à le dire.

**M. Thomson:** Pourquoi n'écoutez-vous pas les paroles de mon chef?

**M. Waddell:** Pourquoi ne participe-t-il pas au débat?

**M. Thomson:** Je veux maintenant consacrer quelque temps à un aspect de notre politique énergétique, fondamental à notre point de vue, la sécurité des approvisionnements.

Tout le programme énergétique national est fondé sur une réduction de 20 p. 100 de la demande brute au cours des 10 prochaines années. Cet objectif doit être réalisé grâce à des sources d'énergie de remplacement et à des mesures d'économie. Cet objectif est irréalisable à moins que nous ne soyons prêts à réduire l'activité économique ou bien à nous déplacer tous à bicyclette. Il n'y a pas une seule voix autorisée dans notre pays qui sera d'accord sur les projections du programme énergétique, à savoir réduire au cours des dix prochaines années notre consommation quotidienne de 425,000 barils. Non aucune voix autorisée. Ni l'Office national de l'énergie, ni le Conseil national de l'énergie, ni le Conseil national de recherches, et certainement pas les spécialistes des questions pétrolières.

Le pétrole brut représente 43 p. 100 de notre consommation d'énergie. Le gouvernement voudrait que nous réduisions ce pourcentage à 26 p. 100 d'ici 1990. La plupart des experts pensent cependant que la consommation de pétrole brut passera de 1,823,000 barils par jour à l'heure actuelle à plus de 2 millions de barils par jour en 1990.

Nous en venons maintenant à l'économie d'énergie. Quelqu'un peut-il me dire pourquoi la consommation d'essence au Canada a augmenté de 6 p. 100 par an ces deux dernières années? Le Canada est le seul pays du monde industrialisé qui subventionne un produit aussi rare que le pétrole brut.

**M. Regan:** Vous oubliez le Venezuela et le Mexique.

**M. Thomson:** Je vois bien que l'honorable représentant n'a jamais visité ces deux pays. Je ne dirais certainement pas qu'ils sont industrialisés.

Selon les dernières prévisions de l'Office de conservation des ressources énergétiques à propos de la capacité productrice de pétrole brut de l'Alberta, la production quotidienne aura baissé à 139,000 barils par jour en 1999. En fait, la capacité productrice de l'Alberta, qui était de près de 2 millions de barils par jour au début des années 70, aura baissé à un million de barils par jour en 1982. Selon le rapport de l'Office de conservation des ressources énergétiques, la capacité actuelle est de 1,183,000 barils par jour. L'Office prévoit que la capacité de production aura baissé à 1,074,000 barils par jour l'année prochaine et à 966,000 barils par jour en 1982. D'après les prévisions, la capacité de production du pétrole brut conventionnel aura baissé à 688,000 barils par jour en 1985, c'est-à-dire environ le tiers de ce dont le Canada a besoin pour satisfaire à la demande nationale. D'ici 1990, les champs pétrolifères de l'Ouest ne pourront produire que 377,000 barils par jour. Vers 1995, nous ne disposerons pas de suffisamment de pétrole brut pour approvisionner une certaine raffinerie à Edmonton qui transforme en ce moment 145,000 barils de pétrole par jour.

● (1510)

Pour nous assurer de la sécurité de notre approvisionnement énergétique, il nous faudra ouvrir tous les deux ans, d'ici les dix prochaines années, une nouvelle usine d'exploitation des sables bitumineux; c'est seulement de cette façon que nous pouvons quelque peu espérer atteindre à l'autarcie en matière de pétrole. Voilà pourquoi il nous faudra ouvrir dix usines. Nous aurions dû déjà en avoir trois de plus aujourd'hui qui soient en état de fonctionner. Au point où en sont les choses, les deux usines présentement à l'état de projet ne seront pas en état de fonctionner avant six ou sept ans.

Quant à la production pétrolière dans la mer de Beaufort et au large de la côte est, nous aurons beaucoup de chance si les champs pétrolifères de la région commencent à produire avant la fin de la décennie. Nous n'avons pas la technique nécessaire pour effectuer des travaux à une profondeur de plus de 250 pieds dans des régions infestées de glaciers. Plus de la moitié des 425,000 barils que nous importons tous les jours provient de l'Arabie Saoudite et le gouvernement envisage de relever ce chiffre de quelque 100,000 barils par jour au coût d'environ \$40 le baril.

Il est insensé de laisser entre les mains de l'OPEP le sort de l'économie, des emplois et de l'avenir du Canada. Le soir où le ministre des Finances (M. MacEachen) a fait son exposé budgétaire, il a prononcé quelques propos qui m'ont fort intéressé. Il a déclaré que le pire moment de l'inflation internationale directement associée aux augmentations de prix de l'OPEP était déjà passé. Y en a-t-il parmi nous qui croient vraiment que l'OPEP n'augmentera plus ses prix? Il est inconcevable que toute personne sensée fasse pareille déclaration et qu'un gouvernement accepte de faire dépendre l'avenir de son pays des caprices de l'OPEP. C'est exactement dans cette situation que nous nous retrouvons avec le programme énergétique national. Ne vous y méprenez pas.

En conclusion, je me demande à qui le gouvernement reprochera les pénuries énergétiques futures. Qui rendra-t-il responsable de la hausse du chômage, de l'affaiblissement de l'économie et de la persistance d'une forte inflation? Il pourra peut-être accuser l'OPEP au lieu du premier ministre Lougheed ou des multinationales. Je n'oublierai jamais les coups bas qu'on a portés au pays dans ce débat sur l'énergie et dans le débat sur la constitution.

**M. David Weatherhead (Scarborough-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur la motion du député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell), car je pourrai en profiter pour aborder un point important du climat politique d'aujourd'hui.

Il va sans dire que le Canada est un pays immense. Bien des régions ont une superficie de plus de trois millions et demi de milles carrés. Chacune a ses caractéristiques propres qui contribuent à faire du Canada ce qu'il est, et les différences qu'on y trouve au niveau du terrain, de la géographie et des ressources naturelles ont servi à façonner les personnes qui ont vécu dans ces régions. Il arrive souvent qu'on exagère ces différences et qu'on ignore la patrimoine commun que nous partageons comme Canadiens. Nous partageons des caractéristiques importantes sur lesquelles nous devons insister au cours du présent débat et nous ne voulons pas perdre notre but de vue. Chaque Canadien doit vivre dans de grandes étendues et affronter un rude climat. Nous partageons des institutions et